

Table des matières

PRÉFACE	I
DÉDICACE	I
REMERCIEMENTS	III
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	VII
INTRODUCTION	1
<i>Section 1. — Une doctrine</i>	2
<i>Sous-Section 1. — La genèse</i>	4
§ 1. La naissance de l'idée pendant la guerre	4
A. — La formulation	5
I. Fermeté sur le principe	5
II. Incertitude quant à la forme	6
B. — Les raisons	7
I. Les circonstances favorables	7
II. Les hommes	9
§ 2. La pseudo-phase fédérale	11
A. — Fédéraliste par inadvertance ?	13
I. L'imprécision du vocabulaire	13
II. L'ambiguïté de la formule	14
B. — Fédéraliste par calcul ?	16
I. Première hypothèse : un fédéralisme par nécessité ?	17
II. Deuxième hypothèse : un fédéralisme par intérêt ?	19
§ 3. La permanence du thème « européen »	25
A. — Etude quantitative	26
B. — Etude qualitative	27
I. L'opinion française	29
II. L'opinion internationale	31
<i>Sous-Section 2. — Le contenu</i>	33
§ 1. Une donnée : l'Etat-nation	42
A. — La Nation	42

I. La primauté de la Nation	42
II. Les conséquences	44
B. — L'Etat	45
§ 2. Un procédé : la coopération	46
A. — Les raisons	47
B. — Le domaine	48
§ 3. Un objectif : l'Europe des peuples et des Etats	49
A. — L'Europe des Etats	50
B. — L'Europe des peuples	54
Section 2. — Une action	55
Sous-Section 1. — La stratégie	55
§ 1. L'Europe comme moyen	55
A. — Pendant la guerre	56
I. Les initiatives	56
II. Les raisons de l'échec	57
B. — Sous la IV ^e République	57
C. — Sous la V ^e République	58
§ 2. La politique mondiale de la France	63
A. — Avant 1958	63
B. — Après 1958	64
I. Le mémorandum du 24 septembre 1958	64
II. Une politique mondiale de la France seule	66
Sous-Section 2. — La méthode	67
§ 1. L'élaboration	68
A. — Le chef de l'Etat	68
I. Le don de la prophétie	68
II. L'art de la tragédie	69
III. Le génie de la formule	71
B. — Les conseillers	72
§ 2. La mise en œuvre	73
A. — L'action individuelle	73
I. Les Premiers ministres	73
II. Les membres du gouvernement autres que le Premier ministre	77
B. — Les organes collégiaux	80
I. Le Conseil des ministres français	80
II. Le Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne	83

PREMIERE PARTIE

A LA RECHERCHE D'UNE ORGANISATION COMMUNE	88
--	----

TITRE PREMIER

LES ETATS MEMBRES 90

CHAPITRE PREMIER : *La « petite Europe » : fondement acceptable* 91*Section 1. — La place « éminente » de la France* 92*Sous-Section 1. — Une vocation européenne* 92

§ 1. Les conditions 92

A. — Le redressement national souhaité sous la IV^e République 93

I. Le diagnostic 93

II. Les remèdes 94

B. — L'appel à la vigilance sous la V^e République 96

§ 2. Les raisons 97

A. — Les raisons permanentes 97

I. Les facteurs géographiques 97

II. Les facteurs historiques 98

III. Les facteurs humains 99

B. — Les raisons contingentes 100

I. Les facteurs d'ordre économique 100

II. Les facteurs d'ordre politique 100

Sous-Section 2. — Un droit au « leadership » 101

§ 1. Les charges 101

A. — Devoirs envers ses partenaires 102

I. Un rôle d'impulsion 102

II. Un idéal de paix 102

B. — Devoirs envers elle-même 103

§ 2. Les privilèges 104

A. — Les avantages moraux 105

B. — Les avantages matériels 106

I. Les raisons 106

II. Les conséquences 109

Section 2. — L'Allemagne : partenaire nécessaire 111*Sous-Section 1. — La coopération franco-allemande* 111

§ 1. Les raisons 111

A. — Les facteurs humains 111

I. Se prémunir contre ses « mauvais penchants » 112

II. Mettre ses qualités à notre service 114

B. — Les autres facteurs 115

§ 2. L'accord souhaitable 116

Sous-Section 2. — Les garanties exigées 119

§ 1. La position théorique 119

A. — Un principe 119

I. Contre la renaissance du Reich	120
II. Pour une fédération des Etats allemands	120
B. — Des propositions	121
I. La Ruhr	121
II. L'ensemble rhénan	122
III. La Sarre	124
§ 2. L'attitude pratique	125
A. — Pendant la guerre	125
B. — Sous la IV ^e République	126
I. Les Recommandations de Londres (2 juin 1948)	126
II. Les conversations de Francfort (30 octobre 1948)	128
III. L'instauration de la République fédérale d'Allemagne	128
C. — Sous la V ^e République	129
<i>Sous-Section 3. — Les résultats attendus</i>	130
§ 1. La France	130
A. — Une sécurité accrue	131
B. — Des avantages pratiques	132
§ 2. L'Allemagne	133
A. — Le problème de Berlin	133
B. — La question de la réunification	135
§ 3. Le Continent européen	135
<i>Section 3. — Les autres pays</i>	137
<i>Sous-Section 1. — L'Italie</i>	137
§ 1. Les raisons	137
§ 2. Les conditions	138
§ 3. Le cadre européen	140
<i>Sous-Section 2. — Le Benelux</i>	141
§ 1. La Belgique	141
§ 2. Les Pays-Bas	142
§ 3. Le Luxembourg	143
CHAPITRE II : <i>La « grande Europe » : objectif final</i>	145
<i>Section 1. — Un espoir : l'Europe continentale rassemblée</i>	146
<i>Sous-Section 1. — Les pays marxistes</i>	146
§ 1. Une prophétie : l'Europe de l'Atlantique à l'Oural	146
A. — La formulation	147
B. — Le sens	150
I. L'explication	150
II. Les critiques	153
C. — L'accomplissement	156
I. La terre promise	156
II. Les signes avant-coureurs dans les démocraties populaires	159

§ 2. Une nécessité immédiate : la coopération franco-russe ..	164
A. — Les raisons	165
B. — Les limites	168
<i>Sous-Section 2. — La péninsule ibérique</i>	171
§ 1. La position de principe adoptée pendant la guerre et sous la IV ^e République	172
A. — Nécessités de relations économiques	172
B. — Liens politiques sous condition	172
§ 2. L'expectative observée sous la V ^e République	173
<i>Section 2. — Un écueil : la Grande-Bretagne et ses associés</i>	174
<i>Sous-Section 1. — L'Angleterre</i>	174
§ 1. L'attitude favorable	175
A. — Les raisons humaines	175
B. — Les raisons économiques	176
C. — Les raisons stratégiques	176
D. — Les raisons politiques	177
§ 2. L'attitude hostile	178
A. — La méfiance envers Londres	180
I. Le comportement pratique des Anglais pendant et après la guerre	180
II. La lenteur des négociations de Bruxelles	181
III. Les demandes jugées excessives présentées par les Britanniques	182
B. — La méfiance envers Washington	185
I. La conclusion des accords anglo-américains de Nassau	185
II. La crainte de voir l'Angleterre jouer le rôle de « cheval de Troie » de l'Amérique	186
<i>Sous-Section 2. — Les pays amis</i>	189

TITRE II

LES INSTITUTIONS

CHAPITRE PREMIER : <i>L'attitude à l'égard de l'héritage « communautaire »</i>	193
<i>Section 1. — La sauvegarde d'une organisation</i>	193
<i>Sous-Section 1. — Un choix douloureux</i>	194
§ 1. L'ambiguïté de la décision de 1958	194
A. — Le ralliement	194
I. Le général de Gaulle	194
II. Les milieux gouvernementaux	195

B. — Les motifs d'inquiétude	197
I. Certaines « précautions » prises par le général de Gaulle	197
II. Les projets de révision	202
III. La note Peyrefitte du 29 août 1960	203
§ 2. Les raisons de l'option	209
A. — Des raisons contingentes	209
I. Raisons d'ordre économique	209
II. Raisons d'ordre politique	210
B. — Des « motivations » profondes	212
I. Le respect de la parole donnée	212
II. Une appréciation nouvelle des Communautés européennes	213
III. Des considérations de stratégie politique	213
<i>Sous-Section 2. — Une attitude constructive</i>	214
§ 1. Des mesures conservatoires	214
A. — Sur le plan intérieur	215
I. La réforme monétaire du 27 décembre 1958 ..	215
II. Le plan de stabilisation du 12 septembre 1963 ..	218
B. — Sur le plan extérieur	219
I. La mise en échec de la zone de libre-échange ..	219
II. La rupture des pourparlers relatifs à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ..	222
§ 2. Une réhabilitation partielle des institutions	223
A. — Les mérites du Marché commun	223
I. Avant la crise	224
II. Après la crise	226
B. — L'hommage rendu aux travaux de la Commission ..	226
I. Avant la crise	226
II. Après la crise	228
§ 3. Un regard neuf sur les hommes	228
A. — Les « pères » étrangers de l'Europe	229
I. Le Dr Konrad Adenauer	229
II. M. Paul-Henri Spaak	234
B. — Les « pères » français de l'Europe	235
I. M. Robert Schuman	235
II. M. Jean Monnet	237
III. Diverses personnalités	242
<i>Section 2. — La remise en cause d'un idéal</i>	244
<i>Sous-Section 1. — Une conviction ancienne</i>	245
§ 1. Les batailles perdues	246
A. — Les organisations européennes de coopération	246
I. Le traité de Bruxelles	246
II. L'Organisation européenne de coopération économique	247
III. Le Conseil de l'Europe	248
B. — Les Communautés européennes	250

I. L'hostilité à l'égard de la C.E.C.A.	251
II. Le silence observé au sujet des Communautés instituées par les traités de Rome	252
§ 2. Les combats victorieux	254
A. — L'échec de la C.E.D.	254
I. Le renoncement national	254
II. La renaissance du danger allemand	256
III. L'asservissement aux Etats-Unis	256
B. — L'abandon du projet de communauté politique	260
<i>Sous-Section 2. — Une vigueur renouvelée</i>	261
§ 1. Le rejet d'une hérésie	262
A. — Les faux dogmes	262
I. L'intégration	262
II. La supranationalité	265
B. — Une « mystique illusoire »	267
I. Elle n'est pas fondée	268
II. Elle est dangereuse	269
§ 2. Le procès d'une imposture	270
A. — La Haute Autorité et les Commissions	270
I. La déviation technocratique	271
II. Les critiques particulières	272
B. — L'Assemblée parlementaire européenne	274
CHAPITRE II : <i>Les errements en matière d'union politique</i>	277
<i>Section 1. — Un banc d'essai : les conférences au sommet</i>	278
<i>Sous-Section 1. — La première conférence au sommet (10 et 11 février 1961)</i>	280
§ 1. La préparation	280
§ 2. Les travaux	282
§ 3. Les conséquences	283
A. — La formation d'une commission d'Etudes	283
B. — La résolution votée par l'Assemblée parlementaire européenne le 28 juin 1961	284
<i>Sous-Section 2. — La seconde conférence au sommet (18 juillet 1961)</i>	285
§ 1. Le projet de rapport	285
A. — Les réunions des chefs d'Etat ou de gouvernement ..	286
I. La position des Six moins les Pays-Bas	286
II. Les thèses néerlandaises	287
B. — La Commission d'Etudes	288
§ 2. Les travaux accomplis	288
§ 3. Les réactions suscitées	290
A. — Les réactions françaises	290
B. — La résolution de l'Assemblée parlementaire euro- péenne	291

<i>Section 2. — L'avortement des plans d'ensemble</i>	293
<i>Sous-Section 1. — Les textes non négociés</i>	294
§ 1. Les propositions Palewski et Billotte de 1951	294
A. — Le projet de communauté politique	295
I. L'établissement de la confédération	295
II. Les pouvoirs de la confédération	295
III. L'« équilibre » de la confédération	296
B. — Le projet de communauté militaire	297
I. Les principes mis en œuvre	297
II. Les garanties	298
III. La création et le développement de la communauté	298
§ 2. Les projets Debré	299
A. — Le texte de décembre 1949	299
I. Les organes responsables	300
II. Les organes de contrôle ou de conseil	302
III. La durée et l'étendue du Pacte	304
B. — Le texte du 6 janvier 1953	305
I. Le Conseil politique de l'Union	306
II. L'Assemblée parlementaire des Etats de l'Union	307
III. Le Conseil consultatif des Nations de l'Union ..	308
IV. Le Conseil juridique du Pacte	308
V. La fonction publique européenne	309
§ 3. Les propositions Peyrefitte de 1960	310
A. — Les institutions	310
I. L'organe de décision	311
II. Les organes d'exécution	311
III. Les organes de contrôle	312
B. — Leur mise en place	313
I. Comment ?	313
II. Avec qui ?	314
<i>Sous-Section 2. — Les projets Fouchet</i>	316
§ 1. La version n° 1 du 3 novembre 1961	317
A. — Les propositions françaises	318
I. Les objectifs et les organes de l'Union	319
II. Le fonctionnement de l'Union	320
B. — Les réactions suscitées	323
I. Les réactions des partenaires de la France dans la C.E.E.	323
II. Les Recommandations de l'Assemblée parlementaire européenne du 21 décembre 1961	325
§ 2. La version n° 2 du 18 janvier 1962	326
A. — Les propositions françaises	326
I. Les modifications	327
II. Les suppressions	329
III. Les compléments	329
B. — Les contre-propositions des Cinq du 25 janvier 1962	330

I. Les interférences avec les plans Fouchet	330
II. Les dispositions nouvelles	331
III. Les points de désaccord entre les « Cinq »	335
§ 3. Le tableau comparatif du 28 février 1962	335
I. La rupture	338
II. Les tentatives de « relance »	341
<i>Section 3. — Un ersatz : le traité franco-allemand</i>	344
<i>Sous-Section 1. — La conclusion du traité</i>	345
§ 1. La négociation et la signature	345
A. — La négociation	345
B. — La signature	346
§ 2. Les procédures de ratification	348
A. — La procédure allemande de ratification	348
I. Le premier examen du projet de loi par le Bundesrat	348
II. L'examen du projet de loi par le Bundestag ..	349
III. Le vote final du Bundesrat	350
B. — La procédure française de ratification	351
I. Le vote du projet de loi par l'Assemblée nationale	352
II. Le vote du projet de loi par le Sénat	354
<i>Sous-Section 2. — L'analyse du traité</i>	356
§ 1. Le contenu	356
A. — Le traité	356
I. La « Déclaration commune »	356
II. L'organisation de la coopération	357
III. Le programme	358
IV. Les dispositions finales	359
B. — Le « préambule » allemand	359
§ 2. Les critiques	361
A. — L'accusation	361
I. L'opinion française	361
II. L'opinion internationale	364
B. — La défense	365
I. Ce que le traité n'est pas	365
II. Ce qu'est le traité	367

DEUXIEME PARTIE

A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE COMMUNE	369
---	-----

TITRE PREMIER

LA FRANCE DANS L'EUROPE DES SIX	371
---------------------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER : <i>La poursuite, sous condition, d'une expérience</i> ..	373
<i>Section 1. — Soutien des mesures à caractère technique</i>	373
<i>Sous-Section 1. — La construction de l'Europe économique</i> ..	374
§ 1. L'Union douanière	374
A. — La réduction des droits intra-communautaires	374
I. L'« accélération » du 12 mai 1960	375
II. — L'« accélération » du 15 mai 1962	376
B. — L'« alignement » des droits nationaux sur le tarif extérieur commun	376
I. La première « accélération »	376
II. La deuxième « accélération »	376
§ 2. L'union économique	377
A. — Les règlements du 14 janvier 1962	377
I. La préparation de la négociation	377
II. Le contenu des accords	379
III. L'approbation du gouvernement français	380
B. — Les règlements du 23 décembre 1963	381
I. La négociation	381
II. Le contenu	383
C. — Les règlements du 15 décembre 1964	383
I. La négociation	383
II. Leur contenu	384
III. Qui fut leur artisan ?	385
§ 3. L'harmonisation des politiques économiques des pays du Marché commun	386
<i>Sous-Section 2. — L'accord du 8 avril 1965 sur la fusion des « exécutifs »</i>	389
§ 1. La conclusion	390
A. — La négociation et la signature	390
B. — La procédure de ratification	393
§ 2. Le contenu	394
A. — Les textes soumis à ratification	394
I. Le traité	394
II. Le protocole	395
B. — Les documents transmis aux assemblées pour infor- mation	396
I. Les déclarations annexées à l'Acte final	396
II. La décision des représentants des gouverne- ments des Etats membres relative à l'installa- tion provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés	396
III. Les déclarations interprétatives	397
<i>Section 2. — Refus des initiatives à portée supranationale</i>	398
<i>Sous-Section 1. — Les escarmouches</i>	399
§ 1. Les « blocages » de la C.E.C.A.	399

A. — La crise charbonnière	399
I. La mise en échec de la Haute Autorité	400
II. L'interprétation	402
B. — Les difficultés relatives au prix de l'acier	404
C. — La campagne « révisionniste »	404
I. L'offensive	404
II. Les raisons	405
§ 2. Les « blocages » de la C.E.E.	408
A. — Le droit de représentation	409
I. Le droit de légation passif	409
II. Le droit de légation actif	410
B. — La conclusion des accords	411
§ 3. Les « blocages » de l'Euratom	412
A. — L'échec du projet d'Université européenne	412
I. Les critiques formulées par Paris	413
II. Les contrepropositions françaises	414
B. — L'« affaire Hirsch »	416
I. Les heurts avec le gouvernement français	416
II. Le remplacement de M. E. Hirsch	416
C. — « La guerre des filières »	419
I. Une industrie nucléaire propre	420
II. Un programme complémentaire de ceux des Etats	421
§ 4. Les « blocages » de l'Assemblée parlementaire européenne	422
A. — Le projet d'élection au suffrage universel	422
B. — L'extension des pouvoirs	424
§ 5. La question de la capitale européenne	425
<i>Sous-Section 2. — La crise du 1^{er} juillet 1965</i>	426
§ 1. Les raisons	426
A. — Les circonstances	427
I. La mise en accusation de la commission	427
II. La part de responsabilité de nos partenaires ..	432
B. — Les principes	435
I. Les avertissements	436
II. Les justifications	439
§ 2. Le dénouement	441
A. — La politique de la « chaise vide »	442
I. Les conséquences	442
II. L'hypothèse de la rupture définitive	443
B. — Des gestes de bonne volonté	444
I. L'attitude de la France	444
II. Les nouvelles propositions de la Commission ..	447
§ 3. Le compromis du 30 janvier 1966	449
A. — Le mémorandum du 17 janvier 1966	449
I. Ce qui est déconseillé ou proscrit	450
II. Ce qui est recommandé ou exigé	450

B. — Les accords de Luxembourg	451
I. L'accord sur le vote majoritaire	451
II. L'accord relatif à la coopération Conseil-Commission	452
CHAPITRE II : <i>La politique de coopération et ses résultats</i>	455
Section 1. — La coopération bilatérale	455
Sous-Section 1. — La coopération franco-allemande	455
§ 1. Les rencontres	456
A. — Sous le gouvernement Adenauer	456
I. Des réunions de travail traitent de l'Union politique des Six	458
II. Des visites officielles consacrent la réconciliation franco-allemande	463
III. Des voyages d'étude organisent la coopération ..	466
B. — Sous le gouvernement Erhard	468
I. La rencontre de Paris des 14 et 15 février 1964 ..	469
II. La rencontre de Bonn des 3 et 4 juillet 1964 ..	470
III. La rencontre de Rambouillet des 19 et 20 janvier 1965	471
IV. La rencontre de Bonn des 11 et 12 juin 1965	472
§ 2. Les résultats	475
A. — Les rayons	475
I. L'éducation et la jeunesse	475
II. La défense	478
B. — Les ombres	480
I. Du côté allemand	480
II. Du côté français	482
Sous-Section 2. — La coopération avec les autres pays	484
§ 1. La coopération franco-italienne	484
A. — Sous le G.P.R.F. la situation est assainie	484
I. Le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Italie	484
II. Le rattachement à la France de Tende et de La Brigue	485
B. — Sous la V ^e République la coopération est poursuivie ..	486
I. Les rencontres franco-italiennes	487
II. Le tunnel routier sous le Mont-Blanc	490
§ 2. La coopération de la France avec les Etats du Benelux ..	492
A. — La coopération avec la Belgique	492
B. — La coopération avec les Pays-Bas	493
C. — La coopération avec le Luxembourg	494
Section 2. — La coopération multilatérale	495
§ 1. La canalisation de la Moselle	495
§ 2. La liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée	496

TITRE II

LA FRANCE ET LES PAYS D'EUROPE EXTERIEURS AUX COMMUNAUTES 501

CHAPITRE PREMIER : *L'Europe occidentale* 503

Section 1. — Les relations franco-britanniques 503

Sous-Section 1. — Les « traverses » de l'alliance franco-britannique 503

§ 1. Les conflits des années de guerre et d'après-guerre 504

A. — L'affaire de Mers-El-Kébir 504

B. — Les événements du Levant 504

C. — Vers le traité de Dunkerque 507

§ 2. La crise de janvier 1963 508

A. — La conférence de presse du 14 janvier 1963 508

B. — La riposte des « Cinq » 509

C. — La détente 510

Sous-Section 2. — La volonté de coopération et ses conséquences 511

§ 1. Les tentatives infructueuses 511

A. — L'échec du projet d'union du 16 juin 1940 511

I. Les circonstances 511

II. L'analyse du texte 513

III. L'origine du projet 514

B. — L'insuccès de nouvelles avances 515

§ 2. Les résultats obtenus sous la V^e République 516

A. — Les rencontres bilatérales 516

B. — Les entreprises communes 519

I. Le projet de tunnel sous la Manche 519

II. Le projet « Concorde » 520

Section 2. — Les relations de la France avec les autres pays d'Europe occidentale 522

Sous-Section 1. — Les relations bilatérales 523

§ 1. Les partenaires de l'Angleterre dans l'A.E.L.E. 523

A. — Les pays scandinaves 523

B. — L'Autriche 524

C. — Le Portugal 524

§ 2. L'Espagne 525

A. — Pendant la guerre 525

B. — Sous la V^e République 526

Sous-Section 2. — Les relations multilatérales 529

§ 1. La coopération institutionnelle	529
A. — L'Organisation de coopération et de développement économiques	529
B. — Le Conseil de l'Europe	531
§ 2. La coopération inorganique	532
CHAPITRE II : <i>L'Europe orientale</i>	535
Section 1. — L'U.R.S.S.	535
Sous-Section 1. — Les déconvenues	535
§ 1. La conférence de Yalta	536
§ 2. La « guerre froide »	537
A. — L'antisoviétisme virulent	537
B. — La fin de la grand-peur	539
§ 3. L'échec de la conférence au sommet	540
A. — La préparation	541
B. — L'avortement	542
§ 4. Les heurts de 1963	544
Sous-Section 2. — Les succès	545
§ 1. Le traité d'alliance et d'assistance mutuelle du 10 décembre 1944	545
A. — Les raisons	545
B. — Les circonstances de la signature	546
C. — Le contenu	547
D. — Les conséquences	549
§ 2. Les « lunes de miel » franco-soviétiques sous la V ^e République	550
A. — La première lune de miel	551
B. — La seconde lune de miel	552
I. Les rencontres	553
II. Les accords	564
Section 2. — Les démocraties populaires	571
Sous-Section 1. — Les rencontres	571
§ 1. La Bulgarie	571
§ 2. La Hongrie	572
§ 3. La Pologne	572
§ 4. La Roumanie	574
§ 5. La Tchécoslovaquie	574
§ 6. La Yougoslavie	575
Sous-Section 2. — Les accords	576
§ 1. La Bulgarie	576

§ 2. La Hongrie	577
§ 3. La Pologne	578
§ 4. La Roumanie	580
§ 5. La Tchécoslovaquie	580
§ 6. La Yougoslavie	581

TITRE III

UNE VISION DE LA MISSION DE L'EUROPE DANS LE MONDE	585
---	-----

CHAPITRE PREMIER : <i>Les « silences » de l'Europe</i>	587
--	-----

Section 1. — La subordination de l'Europe aux Etats-Unis	587
--	-----

Sous-Section 1. — Le refus	588
----------------------------------	-----

§ 1. En matière économique	588
----------------------------------	-----

A. — Sous la IV ^e République	588
---	-----

B. — Sous la V ^e République	589
--	-----

§ 2. En matière de défense	590
----------------------------------	-----

A. — Ce qui est pernicieux	590
----------------------------------	-----

I. Sous la IV ^e République	591
---	-----

II. Sous la V ^e République	592
---	-----

B. — Ce qui est salubre	594
-------------------------------	-----

I. Sous la IV ^e République	594
---	-----

II. Sous la V ^e République	595
---	-----

Sous-Section 2. — Les « motivations »	596
---	-----

§ 1. Une expérience personnelle	596
---------------------------------------	-----

§ 2. Des raisons historiques	600
------------------------------------	-----

§ 3. Des considérations de stratégie politique	601
--	-----

Section 2. — L'absence de véritable projet commun	602
---	-----

Sous-Section 1. — Des succès limités	602
--	-----

§ 1. Les rapports de la C.E.E. avec l'Afrique	602
---	-----

A. — L'adaptation de la première convention entre la C.E.E. et les Etats africains	603
---	-----

B. — La seconde convention d'association entre la Com- munauté économique européenne et les Etats afri- cains et malgache associés à cette communauté	606
--	-----

I. La conclusion	606
------------------------	-----

II. Le contenu	611
----------------------	-----

§ 2. Les rapports de la C.E.E. avec les Etats-Unis d'Amérique	612
---	-----

A. — La conférence du G.A.T.T. ou « Kennedy round » ..	612
--	-----

I. La position américaine	613
---------------------------------	-----

II. L'attitude française	614
--------------------------------	-----

B. — Le problème des investissements américains en Europe	615
<i>Sous-Section 2. — Des désaccords fondamentaux</i>	617
§ 1. L'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun	618
A. — L'intransigeance néerlandaise	618
B. — Les attermolements belges	618
§ 2. La fédération européenne	619
A. — Une « terre promise »	619
I. Désaccord sur l'analyse	620
II. Les objections opposées aux projets français ..	620
B. — Un mirage	622
I. Un « non » catégorique dans l'immédiat	622
II. Un « peut-être » pour le long terme	625
CHAPITRE II : <i>Le grand dessein européen</i>	629
<i>Section 1. — Le grand dessein tel qu'il est conçu</i>	629
<i>Sous-Section 1. — Un idéal</i>	630
§ 1. Une Europe forte	630
A. — Assurer sa défense	631
I. L'hypothèse du conflit « imminent »	631
II. L'hypothèse du conflit « possible »	632
B. — Favoriser la paix	633
I. Rompre l'équilibre bipolaire	633
II. Favoriser la détente internationale	634
§ 2. Une Europe généreuse	635
A. — L'aide fournie aux pays sous-développés	635
B. — La valeur éducative de l'exemple	636
<i>Sous-Section 2. — Un programme</i>	637
§ 1. En matière militaire	637
A. Un réaménagement de l'Alliance atlantique	638
B. — Une force de frappe européenne ?	639
I. Elle est impossible dans l'immédiat	639
II. Elle est concevable dans l'avenir	640
§ 2. En matière d'aide au tiers-monde	642
A. — L'aide aux pays sous-développés	642
B. — Le plan Baumgartner-Pisani	643
I. Les données du problème	643
II. Les questions posées par la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun	644
<i>Section 2. — Le grand dessein tel qu'il est vécu</i>	645
<i>Sous-Section 1. — La reconquête de l'indépendance</i>	646
§ 1. En matière stratégique	646
A. — La force nucléaire stratégique française	647

I. La mise sur pied	647
II. Les raisons	650
B. — Les mesures défensives	652
I. Le rejet du projet de force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N.	652
II. L'attitude à l'égard de la conférence sur le désarmement et du traité de Moscou	655
C. — Les mesures offensives	656
I. Les mesures de représailles	656
II. La nécessaire adaptation	658
§ 2. En matière économique	663
A. — La politique pétrolière	663
B. — L'étalon-or	665
<i>Sous-Section 2. — L'aide au tiers-monde</i>	<i>665</i>
§ 1. Les rencontres avec les chefs d'Etat d'Amérique latine avant le voyage de 1964	666
A. — Les discours	666
B. — Les communiqués	667
§ 2. Le voyage effectué en Amérique latine du 21 septembre au 16 octobre 1964	668
A. — Les allocutions	668
B. — Les communiqués communs	670
CONCLUSION	675
<i>Section 1. — L'accueil de l'opinion</i>	<i>675</i>
<i>Sous-Section 1. — Les réactions individuelles</i>	<i>676</i>
§ 1. L'Europe des Etats	676
A. — Le rôle et le nombre des Etats membres	676
B. — Le domaine de compétences	678
C. — La politique envisagée	678
§ 2. L'Europe communautaire	679
A. — Les institutions existantes	680
B. — La fédération européenne	680
<i>Sous-Section 2. — L'attitude de la presse</i>	<i>684</i>
§ 1. Deux études de presse	684
A. — Le « Bulletin mensuel d'information du comité français pour l'Union paneuropéenne »	684
I. L'obédience gaulliste	685
II. L'option confédérale	686
B. — « Communauté européenne »	686
§ 2. Une analyse de dessins politiques	690
A. — Les prétentions de la France à l'hégémonie	691
B. — Les relations privilégiées de la France avec la République fédérale d'Allemagne	693

C. — Les rapports franco-britanniques	695
I. La zone de libre-échange	695
II. Les négociations relatives à l'entrée dans le Marché commun	696
III. La rupture des pourparlers	696
D. — Les rapports de la France avec les autres pays d'Europe	698
I. Les Pays-Bas	698
II. L'Espagne	699
III. L'U.R.S.S.	699
<i>Section 2. — Le débat public</i>	700
<i>Sous-Section 1. — Le cadre</i>	700
§ 1. La France	700
A. — La discussion sous sa forme traditionnelle	700
I. Le Parlement	700
II. Les partis	703
B. — Les formes nouvelles du débat	704
I. Les livres-programmes (de 1958 à 1965)	704
II. La campagne pour l'élection présidentielle de 1965	707
§ 2. L'étranger	707
A. — « L'Union paneuropéenne »	707
B. — L'attitude américaine	709
<i>Sous-Section 2. — Les résultats</i>	711
§ 1. « L'Europe des Etats »	712
A. — Le préjugé favorable	712
B. — Les critiques	712
I. Le danger de nationalisme	712
II. La tendance à l'hégémonie	713
§ 2. « L'Europe européenne »	714
A. — Ceux qui approuvent cette formule	714
B. — Ceux qui trouvent la formule dangereuse	714
<i>Section 3. — Essai d'interprétation</i>	718
§ 1. Faute de mieux le général de Gaulle organise le Continent	718
A. — L'échec du Directoire à trois	719
B. — L'impossibilité d'une politique de la France seule ..	719
§ 2. La construction de l'Europe n'est qu'un objectif inter- médiaire	720
A. — L'Europe doit permettre de briser le système bi- polaire	720
B. — L'Europe doit procurer à la France des moyens accrus	720
§ 3. Le dessein du général de Gaulle vise à placer la France au premier rang	722

LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE 881

A. — Rejet de tout effacement	722
B. — Coopération en matière technique	723
REPÈRES CHRONOLOGIQUES (1940-1966)	727
SOURCES	769
I. — Documents	771
A. — Documents chiffrés	771
B. — Documents écrits	773
1. — Ouvrages	773
2. — Articles	781
3. — Divers	799
C. — Documents iconographiques	771
II. — Observation directe	807
A. — Conférences et débats	807
1. — Conférences	807
2. — Débats	807
B. — Témoignages	808
1. — Entretiens	808
2. — Lettres	809
C. — Divers	809
INDEX GÉNÉRAL	815
INDEX GÉOGRAPHIQUE	823
INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES	835
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	839
INDEX DES ORGANISATIONS	855
TABLE DES PLANCHES	861
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	863

